

ABONNEMENT

Saumur	
Un an	25 fr.
Six mois	13
Trois mois	7
Poste	
Un an	30 fr.
Six mois	16
Trois mois	8

En s'abonne

A SAUMUR
Au bureau du Journal
ou en envoyant un mandat
sur la poste
et chez tous les libraires

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ÉCHO SAUMUROIS

Journal d'Annonces Judiciaires et Avis Divers

PARAISANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

INSERTIONS

Annonces, la ligne	20
Réclames, —	30
Faits divers, —	75

RÉSERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas ; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi. Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne

A PARIS
A L'AGENCE HAVAS
8, place de la Bourse

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire
L'abonnement doit être payé d'avance

Bureaux : 4, place du Marché-Noir

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie

SAUMUR, 2 AOÛT

M. Camille Breton, royaliste franchement déclaré, a été élu conseiller général pour le canton de Loches (Indre-et-Loire), à la place de M. Wilson, qui avait toujours représenté ce canton, en même temps qu'il représentait à la Chambre le département d'Indre-et-Loire. M. Camille Breton a obtenu 2,166 voix et M. Wilson, 1,533.

Ceux qu'il considérait comme siens, en choisissant M. Camille Breton, le type de l'homme d'honneur et du magistrat intègre, ont déclaré nettement qu'ils ne voulaient plus entendre parler de l'homme qui avait eu la plus grande part dans tous les scandales, les hontes et les tripotages de l'époque.

M. Wilson, écarté du Conseil général, a cru devoir encore parler aux électeurs. Il remercie ceux qui lui sont demeurés fidèles et leur annonce qu'il ne sera pas candidat aux prochaines élections législatives. C'est une résolution sage ; c'est aussi un grand événement.

C'est une victoire ; c'est la victoire. Ce que n'ont pu obtenir ni les journaux, ni la Chambre, ni Carnot et ses ministres, ni tout le boulangisme conjuré, vient d'être emporté en un seul jour par les électeurs de Loches. Wilson recule et disparaît ; Wilson s'enfuit et va cacher sa honte.

Honneur aux électeurs de Loches qui ont voté contre lui ! Mais honneur aussi au candidat royaliste, au parti royaliste, qui a décidé cette triomphante poussée de pudeur et de justice.

Dans le public et dans la presse, avant même d'avoir une base numérique d'appréciation, on dispute à qui est la victoire et quelle est la victoire. Est-elle aux Opportunistes ? aux Boulangistes ? aux Conservateurs ? Si l'on est de bonne foi, il faut reconnaître qu'elle n'est ni aux Boulangistes, ni aux Opportunistes ; car les uns et les autres ont vu diminuer leur influence dans les Conseils généraux. Mais voici un fait plus éclatant et qui ne laisse prise à aucune équivoque.

La défaite et la fin politique de M. Wilson : voilà le fait, éclatant, manifeste ; voilà la victoire certaine, incontestable. Elle ne peut être attribuée ni à un boulangiste, ni à républicain du centre-gauche ou de l'extrême-gauche ; elle revient tout entière à un royaliste, à M. Camille Breton, qui n'a dissimulé ni son programme, ni son drapeau.

Voilà le fait : nous le donnons comme il est, pour ce qu'il est, pour ce qu'il vaut. L'opinion publique en déduira les conséquences qu'il comporte. Celle qui se présente d'abord à l'esprit et à la conscience, la plus modeste et la moins contestable, c'est que le parti royaliste ayant vaincu M. Wilson, en qui s'incarne la République déshonnée, n'a pas besoin de l'intervention de la simulation et de l'équivoque boulangiste pour restaurer l'honnêteté, la justice et la sincérité dans le gouvernement.

Sans forcer la note, nous pouvons dire que M. Camille Breton, royaliste, est le tombeau de Wilson.

Wilson évincé, expulsé du Conseil général et de la Chambre des députés, c'est une victoire

royaliste, dont nous avons le droit de nous montrer fiers. Le Boulangisme n'en peut faire autant. Il a dédaigné, il a déserté ce vrai terrain, que nous lui avons indiqué, pour une action décisive contre la République des jouisseurs. La victoire a été remportée sans lui.

Les conservateurs savent aujourd'hui que ce n'est pas Boulanger, ni le Boulangisme, qui les délivrera de la République.

L'ÉCHEC BOULANGISTE

Depuis le début de la popularité de Boulanger, il est à remarquer qu'il n'a pas manqué l'occasion de faire une sottise, ou du moins de marcher à l'encontre du sens commun. En matière d'élections, il a tenté les aventures les plus folles. Vingt fois on l'a cru enterré sous le poids d'une maladresse et, à chaque fois, il a pris le dessus. On en conclut qu'il a la veine. Je le crois un peu.

L'aventure des élections départementales n'a pas très bien tourné et derechef l'opportunisme juge son ennemi mort. Cette fin n'est pas encore définitive cependant, et je suis bien persuadé que le fiasco de dimanche ne diminuera pas plus la popularité du général que toutes les manœuvres de la Basse-Cour.

Si on examine les choses de près, on est amené à conclure que l'échec relatif des élections au Conseil général était facile à prévoir. Sans parler du manque d'organisation, qui était à peu près complet dans beaucoup de cantons, il faut reconnaître qu'une élection au Conseil général a un caractère particulièrement local qu'on a eu tort de ne pas remarquer.

Le paysan vote pour un homme qu'il connaît, quand il nomme un conseiller général. Il veut lui demander des chemins vicinaux, des démarches à la préfecture, des dispenses de 28 jours, et vingt autres services. Le conseiller général est appelé à rester en contact direct avec l'électeur.

On ne se figure pas, quand on n'a pas vu de près une élection départementale, combien de petites questions locales surgissent devant un candidat.

Est-il étonnant, dans ces conditions, que le général Boulanger, représentant simplement une idée en face des intérêts locaux, ait succombé devant l'électeur des campagnes, tandis qu'il triomphait auprès de l'électeur des grandes villes qui s'occupe moins des petites questions ?

Quand on réfléchit, on est amené à penser qu'il faut encore une bien grande force de popularité à ce parti boulangiste pour avoir réuni sur tous les points de la France des chiffres de voix considérables, au profit d'un candidat non sérieux et qui ne devait jamais siéger.

Les opportunistes ont tort de vendre la peau de l'ours. Toutes leurs manœuvres se retourneront contre eux et, inconsciemment, ils travailleront à chaque instant pour leur adversaire. En interdisant les candidatures multiples, ils ont sauvé Boulanger d'un grand danger, car l'électeur aimera toujours mieux donner sa voix à un candidat en chair et en os, qu'il voit

et qu'il entend, plutôt que de nommer une sorte de candidat en effigie.

Les opportunistes achèveront leur déroute en entourant la prochaine élection de mesures et de manœuvres tellement vexatoires, tellement odieuses, qu'ils soulèveront une fois de plus le dégoût universel. Ils reformeront, par leur maladresse, les rangs un moment dispersés du boulangisme, et le résultat général du scrutin législatif sera, non pas le triomphe exclusif de Boulanger, mais le triomphe indéniabie, complet, des partis d'opposition.

Manifeste du général Boulanger

Le général Boulanger vient de lancer le manifeste que voici :

« Aux électeurs de France

» Electeurs,

» Pour protester contre l'ignominieuse loi qui s'oppose aux candidatures multiples et qui met le suffrage universel en interdit, j'avais pensé que toutes les occasions étaient bonnes et qu'il fallait profiter du renouvellement des conseils généraux.

» Les électeurs d'un certain nombre de circonscriptions ont répondu à mon appel. Dans les autres cantons où ma candidature était posée, ainsi que dans une foule d'autres où j'avais décliné toute candidature, des citoyens en masse compacte ont tenu à affirmer, en me donnant leurs suffrages, les idées de réforme constitutionnelle, d'honnêteté et de progrès que poursuit le parti républicain national.

» Ces électeurs indépendants et libres, je tiens à les remercier, moins en mon nom personnel, lequel ne compte pas lorsqu'il s'agit de l'intérêt de la patrie, qu'au nom de la France, au relèvement de laquelle ils n'ont jamais cessé de penser. Ils ont été à la fois, dans cette circonstance, les vétérans des anciennes victoires et les recrues auxquelles seront dus les prochains triomphes.

» Le pays a le droit d'en être fier et j'ai le devoir de le leur dire, puisque c'est mon nom qu'ils ont choisi pour exprimer leurs idées, leurs espérances, leur foi dans l'avenir.

» Si le succès total n'a pas été d'ailleurs ce qu'on pouvait attendre, la faute n'en est pas à ce suffrage universel, si intelligent, si honnête, si patriote, si républicain, qui comprend tout ce qui est grand et noble et qui saura bien prouver demain, aux élections législatives, qu'il n'a rien perdu de sa confiance dans le grand parti dont j'ai la direction.

» Seules, les compétitions locales, les petites ambitions de clocher, les personnalités mesquines pour qui rien n'existe quand elles sont en jeu, ont fait le mal, si tant est que ce ne soit pas là un bien gros mot pour une affaire d'aussi mince importance.

» Les organes du gouvernement vont triompher avec fracas. Qu'ils triomphent !

» Je leur contesterai d'autant moins ce plaisir qu'il doit être de plus courte durée.

» Le jour est proche où le pays va avoir à se prononcer, non plus pour le renouvellement de conseils locaux, mais pour dire, en élisant ses députés, comment il entend l'orientation de la

politique française. Ce jour-là, on verra ce que pèsent les petites vanités et les petites trahisons devant le grand courant de la probité publique et de l'honneur national.

» Je l'attends sans crainte, sachant bien que ce qui doit en sortir inéluctablement, c'est la France forte dans la République consolidée et régénérée.

» Vive la France !

» Vive la République !

» Général BOULANGER.

» Londres, 31 juillet 1889. »

Le bruit ridicule que le général s'était suicidé a été mis en circulation avant-hier par M. Constant dans un but de spéculation aussi financière que politique.

Inutile de dire que cette fausse nouvelle a été fabriquée de toutes pièces.

Les membres de l'Académie des sciences morales et politiques ont été mercredi reçus à Chantilly par le duc d'Aumale, leur nouveau collègue.

Les voitures du Prince attendaient à la gare les invités, qu'un train spécial avait amenés de Paris à onze heures trente. Aussitôt, une courte promenade a eu lieu en voiture à travers le parc et les jardins. A midi et demi, déjeuner.

Le duc d'Aumale avait à sa droite M. Jules Simon, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques ; à sa gauche, M. Barthélemy Saint-Hilaire.

Parmi les convives : MM. Zeller, Paul Janet, Franck, Vacherot, Frédéric Passy, Ravaisson, Darest, Larombière, Glasson, Cuheval-Clary, etc., etc.

Le Prince, qui est en excellente santé, a conduit après le déjeuner ses convives dans son musée.

A deux heures quarante, le train spécial a ramené tout le monde à Paris.

Après un séjour de trois semaines dans l'Engadine, M. le Comte de Paris a quitté avant-hier Saint-Moritz avec la princesse Hélène.

Le prince se rend à Sheen-House, par Bâle et Bruxelles. Il s'arrête quarante-huit heures à Bâle pour recevoir quelques amis.

Le prince est très satisfait des élections de dimanche : son opinion est que le gouvernement retardera les élections législatives le plus longtemps possible et que les électeurs ne seront pas convoqués avant le 29 septembre.

Le prince de Joinville, accompagné de son secrétaire, est arrivé avant-hier à Genève ; il est descendu à l'hôtel de la Paix.

Le prince de Joinville se rendra prochainement à Aix où il doit passer quelque temps.

NOUVELLES MILITAIRES

LES GRANDES MANŒUVRES DE 1889

Les grandes manœuvres de 1889 sont réglées ainsi qu'il suit :

Elles commenceront dans les premiers jours de septembre.

